



VA JOUER
DEHORS!

L'ARCHITECTURE EUPHORIQUE

N°03

BÉTON

STYLE

EDITO

« Je poursuis un rêve, je veux l'impossible. Les autres peintres peignent un pont, une maison, un bateau...et ils ont fini. Je veux peindre l'air dans lequel se trouve le pont, la maison, le bateau, la beauté de l'air où ils sont et ce n'est rien d'autre que l'impossible. »

Claude Monnet

La création porte en elle quelque chose de fragile, de sauvage et indompté. Elle est Indomptable, irrégulière et libre viscéralement libre. C'est pour ça que l'architecture, telle qu'on la pratique m'ennuie : c'est qu'elle est tout le temps aseptisée, c'est qu'elle est tout le temps domptée, c'est qu'elle est tout le temps canalisée. Ce qui est canalisé est pétri d'ennui. Une rivière est fascinante, un canal est soporifique. La vie est vive. L'architecture se doit de l'être. La création doit garder quelque chose de sauvage. Et par sa sauvagerie elle est profondément politique, à la fois parce qu'elle agit comme un révélateur de la société et parce que par essence elle cherche à changer le monde. Ou tout au moins à le rendre meilleur. Et c'est précisément là que se situe l'architecture : dans le rapport de force très politique entre un modèle de société et un autre. L'architecture, c'est ce qui contient, mais aussi ce qui est contenu. C'est en quelque sorte la trace d'une société et le support qui la rend possible. C'est tous les humains qui l'habitent et qui font, avec elle, la ville au quotidien ; elle esquisse un modèle de commun. Toujours, et, par là-même, elle est sans doute la plus politique des créations.



© Claudia Goletto

En architecture comme en art, la fragilité est une invitation à prendre soin.

C'est parce que la situation est fragile que l'œuvre arrive, c'est parce que la position de l'artiste est fragile qu'il a quelque chose à dire.

Il faut cette exposition au danger pour qu'une œuvre advienne. Il faut cette exposition à l'humain pour que l'architecture soit.

La situation du monde n'a jamais été si fragile. Il n'est pas possible de se refermer sur une quelconque position conservatrice puisqu'il n'y a plus rien à conserver. Il y a urgence à faire, à créer et c'est le moment le plus propice pour que l'œuvre advienne.

L'architecture peut être étouffée par les formes, les compositions, l'aura de la monumentalité, les intérêts financiers ou encore le narcissisme de ceux qui la fabriquent. Or les architectes doivent mettre en avant non pas leur individualisme formalisant, mais le désir d'être utile aux gens. L'architecture ne doit-elle pas nourrir la conscience de l'injustice, un sentiment aigu de responsabilité collective, et donc l'envie de lutter pour parvenir à une fin positive et surtout collective ?

C'est peut-être vers ça qu'il faudrait essayer de trouver un fond commun à partir duquel réfléchir et que la forme en découle ensuite.

L'un n'allant pas sans l'autre. L'un ne pouvant exister au détriment de l'autre !

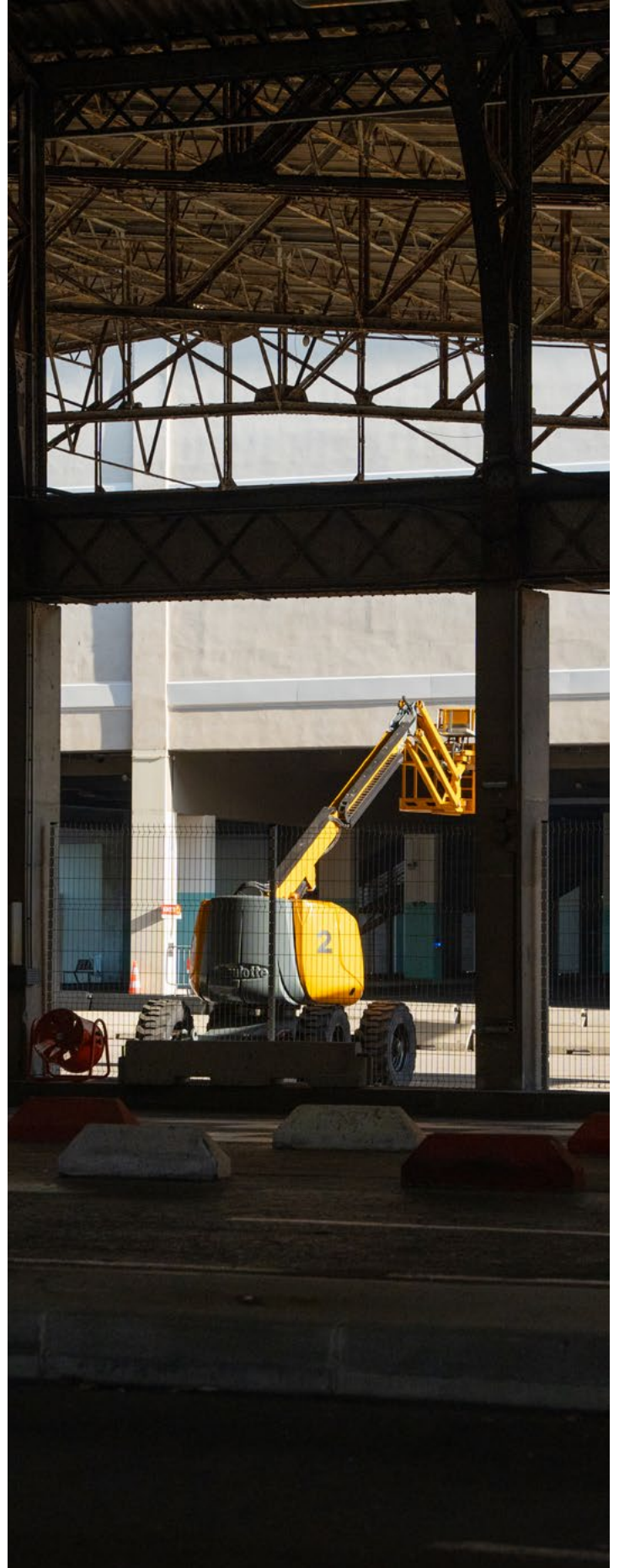
C'est certainement ainsi que l'architecture pourra trouver un nouvel élan et faire taire définitivement ceux qui voudraient la vassaliser : en se souvenant qu'elle est d'abord et avant tout un acte politique de création.

Matthieu Poitevin (MP)

Architecte fondateur de Caractère Spécial
Président de l'association *Va jouer dehors !*

Sommaire

ATELIER EUPHORIQUE N°1	4
EXTRAIT LITTÉRAIRE 1	11
ATELIER EUPHORIQUE N°2	12
EXTRAIT LITTÉRAIRE 2	20
HANGAR J-ZÉRO	22
EN ATTENDANT VICKY EXTRAIT	24
EN ATTENDANT VICKY STORYBOARD	27
EXTREM'CITY	30
INFORMATIONS ÉDITORIALES	31



ATELIER N°1

EUPHORIQUE

13 avril 2023
La Citadelle
de Marseille

Les participants :

Antoine Servel
Emmanuel Duchange
Ernesto Vazquez

Laure Délivré
Charlotte Guez
Mathieu Rozieres
Mathieu Poitevin

Mathieu Poitevin (texte introductif à l'atelier)

« Nous vivons tous entourés d'architecture pourtant nous méconnaissons tous cette discipline et n'avons pas les codes pour juger ce qui nous entoure. Pour permettre aux citoyens de devenir exigeants avec leur cadre de vie, l'architecture doit être enseignée à tous au même titre que les autres arts. L'architecture ne se résume pas à fabriquer des bâtiments ou à faire du BTP. Il s'agit de dire et redire encore et encore qu'il s'agit d'une discipline culturelle, que les étudiants en architecture soient formés aux réglementations d'urbanisme, et que leur projet d'atelier s'y réfèrent. Non pas pour s'y soumettre mais pour connaître les limites et s'en affranchir, que leur projet soit vivant et pas théorique. »

*Propositions 1 & 3 du
Festival de la Ville sauvage :
permettre l'exigence
citoyenne et faire de la réalité
le support de l'imaginaire*

Mathieu Rozieres :

Nous sommes là pour travailler sur les propositions 1 et 3 du festival de la ville sauvage qui ont été résumées de la sorte : permettre l'exigence citoyenne (1) et faire de la réalité le support de l'imaginaire (3).

Mathieu Poitevin :

La première des considérations par rapport à tout ça, c'est déjà de pouvoir considérer quelle est votre vision à vous professionnel.le.s et pure professionnel.le.s de la construction, votre vision de l'architecture. Je pense qu'on est – nous les architectes – aujourd'hui parfaitement à la marge de la commande. Mais ce qui m'intéresse, c'est plutôt votre point de vue à vous et vos parcours qui vous amènent aujourd'hui à participer à cet atelier de la ville sauvage.

Emmanuel Duchange :

On a eu une discussion il y a un mois ou un mois et demi sur les jeux de rôle dans nos métiers de fabrication de la ville. Tout le monde est dans un rôle, on a le promoteur qui peut être enfermé dans un rôle. L'architecte qui peut être enfermé dans un rôle. Les services qui peuvent être enfermés dans un rôle. Les étudiants qui peuvent s'enfermer dans un rôle. En fait, on a un peu l'impression de toujours répéter la même pièce de théâtre où il y aura un script qui sera un petit peu pré-écrit par la réglementation et les cahiers des charges.

A chaque fois on la réimprovise alors que le cadre est entièrement connu. Le cadre de la rentabilité de la réglementation, des coûts de construction, des désirs de la municipalité etc. dans tout ce chemin, je ne sais pas comment rentrent une forme de créativité, de culture et d'art alors que le scénario est déjà écrit dans les grandes lignes.



Laure Délivré :

Aujourd'hui tu as encore des architectes et des promoteurs qui sont les acteurs de la construction ou de la réhabilitation en construction au sens large. Tu en as des classiques et qui rentrent exactement dans ce que tu veux dire puis, tu en as qui essaient d'en sortir par diverses méthodes, soit par l'architecture, soit par la participation citoyenne, soit par d'autres biais.

Matthieu Poitevin :

On n'est plus au moment de la compréhension de ce qui se passe. On est au moment de l'action, de ce qu'on doit faire, c'est-à-dire qu'on est à un moment qui est tellement charnière du monde parce que la consommation des sols, ce n'est pas possible, parce que le foncier n'existe plus et parce que la rentabilité financière est un problème et parce qu'on est dans un moment anthropocène. Le monde que nous avons connu et que vous avez participé à fabriquer aussi, pour moi ce n'est même pas qu'il faut le sauver, c'est qu'il est mort. Ce qui m'intéresse, c'est comment est-ce que nous avec l'expérience qu'on a, parce que ça sert cette expérience ! Comment on permet d'inventer une autre situation pour que cette génération qui arrive puisse inventer un monde qui vaut la peine d'être vécu.

Et ce qui m'intéresse également, c'est que pour le faire, il n'y a pas d'autre solution que de le faire dans une ville. Le seul moyen pour pouvoir sauver cette planète, c'est de travailler sur le développement plus intelligent des villes, des espaces publics dans les villes. Le seul moyen de sauver l'humanité car il n'y en a pas d'autre, et les villes ça concerne 85% de la population en 2050, c'est de travailler encore plus et encore plus dans la ville. Je prends un exemple que j'aime bien parce qu'il est rigolo quand même, c'est que si on avait la densité de Paris (avec les qualités de Paris et les défauts de Paris aussi) et si on construisait l'ensemble de la planète avec la densité de Paris : c'est à dire R plus 5 ou plus 6 maximum tout compris, on garde l'Allemagne, on couvre l'Allemagne de toute la population de la planète : 6 milliards de personnes sur l'Allemagne. Tout le reste c'est l'humain et les éléphants et les girafes et les arbres et les dauphins, ils sont contents. En revanche, les Allemands, ils sont un peu emmerdés.

Charlotte :

Quand on a vu le sujet « l'exigence citoyenne » et bien ça nous a beaucoup parlé dans le sens où aujourd'hui, à l'École d'Architecture, il y a pas mal de gens qui sont en train de faire des choses, il y a pas mal de révolte et ça parle du financement des écoles d'architecture et ça parle de l'exigence finalement. Ça parle aussi de cette question de la place de l'architecture dans le monde et comment les considérer et donc ça parlait de ces questions de financement. On se demande : l'architecture, quelle place a-t-elle ? Nous, qu'est-ce qu'on va devenir ? En tant qu'architectes, qu'est-ce qu'on va devenir, s'il y a plus de moyens pour qu'on apprenne l'architecture ? Quand on regarde de plus près, quand tu dis que tu fais des études d'architecture, on te répond « tu vas construire des maisons », c'est très réducteur.



© Claudia Goletto

Antoine Servel :

On a cette chance et cette malchance à la fois. On est arrivés dans un monde en déperdition. On fonce droit dans le mur mais c'est ça qui est génial ! On est dans un monde plein de crises et c'est là qu'il faut agir. Ce dont je me suis rendu compte dans ces études, c'est de l'importance du fond : on parle beaucoup de forme en architecture. Or je pense qu'aujourd'hui, plus que d'offrir des formes, ce dont on a besoin c'est de former les citoyens, c'est notre rôle en fait.

Mathieu Rozieres :

En préparant l'atelier, je me demandais ce qu'est l'exigence citoyenne. Finalement, il vient peut-être de cet imaginaire de l'architecte qui est de plus en plus bridé et qui n'arrive pas à s'échapper des normes. Je me demandais s'il fallait que ce soit les citoyens qui soient plus architectes pour qu'ils puissent comprendre ou est-ce qu'il fallait que ce soit les architectes qui soient plus citoyens.

Ernesto Vazquez :

Il y a comme un scénario qui est déjà écrit avec ce duo architecte/promoteur et cette sensation : on a l'impression d'être toujours dans cette même pièce de théâtre et de se poser la question qui écrivait ce scénario ? J'ai la sensation que ce qu'on est en train d'interroger, ici plus que le projet, c'est le processus. Aujourd'hui, j'ai l'impression que le processus de création de la ville et de l'objet architectural est la question centrale : de quelle façon veut-on fabriquer ensemble la ville ? Qu'est-ce qu'il va falloir changer ?

Matthieu Poitevin :

Au sujet de la démocratie ou plutôt de l'exigence citoyenne : je pense qu'on est dans une bataille culturelle, parce que c'est un moment crucial de la civilisation où il faut vraiment inventer autre chose, une autre façon de faire. A chaque moment de l'histoire, quand il a fallu inventer une autre façon de faire, la culture est toujours l'élément fondamental et fondateur pour que les choses se fassent. On connaît les artistes, on connaît l'architecture, la peinture, on connaît la sculpture, la poésie. Ce qui reste dans la civilisation, d'abord et avant tout, c'est la culture.

On demande tout à l'art. On demande à l'art d'être le moteur de la transformation de la société, et là où il y a une chose qui a changé par rapport aux autres époques, c'est qu'on ne demande plus rien à l'architecture. Il n'y a aucune exigence intellectuelle pour que les projets d'architecture soient de qualité. De fait, ce n'est pas l'architecture qui est en danger, ce sont les architectes ! Parce que ce qui compte c'est que le projet qui sorte soit construit et rapporte ou à l'élu, ou au promoteur, ou au bailleur peu importe que ce soit privé ou public. Or ce n'est pas la bonne question ! La question c'est comment on redonne une exigence intellectuelle à un projet d'architecture. Et le pire c'est que cette exigence intellectuelle, qui devrait au cœur de l'enseignement dans les écoles d'architecture, n'est pas enseignée aux étudiants ! De fait, quand ils sortent on ne leur dit pas qu'il faut qu'ils soient les plus radicaux et les plus puissants du monde. On leur dit qu'il faut qu'ils rentrent dans le moule parce que c'est le seul moyen qu'ils auront pour avoir du travail. C'est la pire des erreurs possibles parce que ça veut dire que ceux qui sont censés (et les seuls à pouvoir le faire) être les moteurs, qui sont le rouage essentiel pour que le monde soit reconnu comme étant confronté à un changement culturel important sont les architectes. Ce changement majeur doit être porté par l'architecture. Si on ne pose pas la question de la légitimation culturelle de l'architecture aujourd'hui, on ne s'en sortira pas. C'est intéressant, pour revenir encore à cette question de la passion d'architecture, c'est que tous les profs et les architectes savent parler très correctement de la façon dont ils font un projet, dont ils font la ville avec une rhétorique et une sémantique très abouties. En revanche, ce qui est plus compliqué, ce qui est très difficile, c'est le passage à l'acte. Et donc le truc essentiel c'est précisément comment on arrive à transformer ce qu'on pense, ce qu'on dit en acte. C'est comment la main devient le truc intelligent. Quelque part, je me dis que peut-être que cette rapidité d'exécution de l'informatique fait que le rapport entre le cerveau et la main a été modifié. Il n'existe plus aujourd'hui parce que maintenant, c'est le rapport entre le cerveau et une souris. On a perdu une sorte de temps, de tout petit temps, crucial pourtant, qui fait que dans l'exécution de la pensée, on n'a plus le filtre de l'exécution de la pensée.

Or le temps, c'est une chose importante quand même dans la réflexion de la ville et dans la fabrication de la ville. Et si on ne trouve pas un moyen de changer ça, on ne pourra pas revenir en arrière. Ce qui est très compliqué, c'est que, paradoxalement, les projets qui mettent tellement de temps à sortir, ont mis très peu de temps à être conçus, et quand ils sortent, ils sont déjà obsolètes.

Donc, l'humilité c'est de dire que la ville, formidable, ce n'est pas la ville qui est figée, calcifiée, mais c'est la ville qui peut évoluer, qui peut se transformer en fonction des impératifs climatiques et des impératifs sociaux qui vont exister.

Emmanuel Duchange :

C'est important pour ceux qui vont écouter, parce que là, il y avait deux choses qui sont bien très françaises. Je remets un grain de sel. C'est la planification urbaine. Ça, c'est très français. Euromed, ça date de 1995. On est en 2023. Donc, ça fait longtemps que ça a été planifié. Et l'architecte artiste, plutôt versus l'architecte ingénieur on est dans quelque chose d'assez français.

Mathieu Rozieres :

C'est marrant, ces dialectiques du temps long et du temps court que vous évoquez tous les deux, le temps court de l'urgence où il faut tout de suite répondre et on n'a plus le temps de partir sur les longues choses, et puis, cette absence du temps long qui permet mettre la bonne distance entre la main et le cerveau, qui permet de prendre un peu de recul.

Matthieu Poitevin :

L'urgence dans laquelle on réduit le temps de conception pour gagner sur le temps de fabrication, c'est parce qu'il faut vendre le plus vite possible pour avoir de la rentabilité. Si l'immobilier et la ville n'étaient pas transformés en lieu de spéculation, ça ne serait pas le cas. Le vrai problème qui fait qu'aujourd'hui, si on n'a pas le temps, et si le temps de la conception n'est pas alloué, et le temps de l'expérimentation encore moins, c'est parce que le bâtiment est devenu un produit. Et c'est de ça dont on est en train de sortir. Ça prend un petit peu de temps, mais en effet, de construire aujourd'hui dans la réhabilitation, de transformer la ville, on ne peut plus être dans le produit, on ne peut plus être dans la marge à 5 ou 6 ou 7 ou 8%, comme ça a été le cas pendant 25 ans. Et donc, c'est maintenant qu'il faut trouver un autre modèle où donner du temps à la conception pour que ce temps-là soit peut-être incompressible pour inventer une ville plus agréable pour les habitants.

© Claudia Goletto





© Claudia Goletto

Mathieu Rozieres :

La question que je me pose, c'est pourquoi on n'arrive pas à faire de la réalité le support de l'imaginaire et que les architectes puissent sortir de la norme et pourquoi il n'y a pas plus d'exigence citoyenne ?

Ernesto Vazquez :

En fait, la question aussi qu'on se pose, c'est pour ça que je parlais du processus, et le processus c'est du temps.

Mathieu Rozieres :

La question du temps, comme tu dis la question du processus, et la question du scénario, on est dans un scénario qui aujourd'hui ne nous donne plus de temps. Ce scénario qui est le processus, il ne nous donne ni le temps, il ne donne pas la bonne fonction au bâtiment qui est un produit, alors que ça devrait être quelque chose de toujours en cours, un laboratoire, quelque chose qui peut se métamorphoser en permanence. Et puis il y a la question du modèle marchand. La ville qui est un modèle marchand, et la maison qui est un produit.

Emmanuel Duchange :

Parce qu'il y a un autre sujet aussi qui m'habite beaucoup c'est que l'industrie de la ville, l'industrie immobilière est une industrie qui n'en est pas une. C'est une industrie qui est faite en réalité en majeure partie par des artisans qui sont des architectes, des ouvriers, des compagnons. Quand tu vas sur un chantier, même un chantier à 200 millions, tu vas avoir des mecs avec des brouettes, des pelles et des marteaux. Donc c'est une industrie qui est assez bizarre. C'est une industrie qui n'innove pas. Si tu prends un bâtiment de 1950, une voiture de 1950 et un téléphone de 1950, aujourd'hui regarde la voiture, regarde le téléphone et regarde le bâtiment. Le seul qui a perdu en qualité voire qui n'a quasiment aucune innovation, c'est le bâtiment. Qu'est-ce qui s'est passé en 80 ans dans le bâtiment ? C'est une question qui me hante depuis longtemps : une industrie qui n'en est pas une, et qui refuse d'innover.

Laure Délivré :

En revanche, si on permet l'exigence citoyenne, je trouve que ce sera intéressant qu'on pousse un peu plus le débat pour se dire comment nous tous à travers nos métiers autour de la table on ce que ça veut dire pour nous et comment est-ce qu'on permet cette exigence citoyenne par rapport à l'architecture, par rapport à l'acte de construire, ça me semble important aussi notamment pour la restitution.

Mathieu Rozieres :

Est-ce que finalement il n'y a pas d'exigence citoyenne, est-ce qu'il faut blâmer le processus ? Est-ce qu'il faut blâmer l'architecte ? Est-ce qu'il faut blâmer le promoteur ? Ou est-ce qu'il ne faut pas blâmer la société et le citoyen et les élus ?

Ernesto Vazquez :

Ça me fait réagir parce que je pense qu'une des questions de fond dans ce « faire la ville ensemble » - et avant d'avoir des exigences sur le « faire ensemble » - on est dans une période où, au contraire, je crois qu'on est hyper concerné par nous-même. On a besoin d'être considéré et quelque part la question qu'on se pose sur l'architecte : comment est-ce qu'il peut être considéré ? Les questions que se posent les différents collectifs d'habitants qui s'interrogent sur la vie et qui veulent participer avant tout, ils veulent être considérés dans ces processus et c'est ça qu'a raconté aussi l'intelligence artificielle.



© Claudia Goletto

Laure Délivré :

C'est le citoyen qui a envie d'être exigeant c'est à nous, chacun dans nos métiers architecte, promoteur, élu, enfin tous celles et ceux qu'on a cités tout à l'heure, de créer cette place, de la laisser et de ne pas la réduire et de communiquer dessus.

Matthieu Poitevin :

Si tu es citoyen tu vas exiger quoi ? Ça ne veut rien dire et c'est fait exprès, la ville sauvage non plus ça ne veut rien dire. Et moi je suis contre la démocratie participative, je pense que c'est une débilité sans nom et on peut en parler notamment à Marseille. En revanche, ce qui est intéressant, c'est que dans l'histoire des villes, la première grande ville répertoriée comme telle s'appelle Ur ; ça vient d'urbanisme et Ur c'est une ville dans laquelle tous les citoyens, soit 60 000 personnes, étaient concernées par la fabrication de la ville. Il y avait les penseurs, il y avait les faiseurs, et les penseurs demandaient aux faiseurs de faire, mais sans hiérarchie ; c'est à dire qu'il y avait quelqu'un qui avait une idée et celui qui fabriquait l'idée était considéré de la même façon que celui qui le pensait, et tout ça dans un principe de ville totalement égalitaire, sans laissés pour compte.

Le jour où il y a une prise de pouvoir, le jour où il y a une domination de l'un sur l'autre ou une caste qui prend le pas sur l'un ou sur l'autre, à ce moment-là, il y a des tensions et des dissensions et des crises sociales qui existent. Avant, ça n'existe pas. Je prends un autre exemple qui n'a rien à voir, c'est une ville qui est en Amérique latine et qui s'appelle Teotihuacan, donc c'est les Aztèques. Teotihuacan c'est une ville encore avec des palais pour les dieux dans laquelle chaque maison est construite comme un palais. C'est-à-dire que là on revient à l'architecture, pas simplement à la citoyenneté, l'exigence de construction du bâtiment doit être de la même qualité, quelle que soit la personne qui va habiter dedans. Et ce sont des vestiges d'archéologie qui nous donnent des leçons ! N'empêche qu'il n'y a pas d'autres réalités et d'exigences politiques qui comptent et pour le coup, c'est citoyen : l'élu n'a pas d'autre choix aujourd'hui, s'il veut que ça fonctionne, il doit faire en sorte que tous, sous son administration, soient concernés. Ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui, or c'est la seule exigence qu'on doit avoir. C'est une exigence politique qui fait que le politique élu doit faire en sorte que chacun soit concerné par la ville.

Mathieu Rozieres :

J'ai écrit une petite dystopie qui va vous réjouir ! Imaginons qu'en 2050, les bâtiments ne sont modélisés qu'avec un algorithme qui mesure l'impact carbone évidemment de la nouvelle construction et en limite les effets. L'habitat collectif est devenu la règle absolue pour limiter les déperditions d'eau et d'énergie, aucun nouveau bâtiment peut être construit sans au moins 20 personnes.

Vous devez réveiller la population et changer la manière de faire la ville et pour cela, vous avez « hacké » le système et vous avez une heure pour changer l'algorithme qui crée la ville. Comment vous agissez sur les paramètres de l'algorithme ?

Charlotte : Je pense qu'on peut carrément éliminer les voitures, je pense qu'on peut aussi éliminer la construction des tours en béton, arrêter de construire standardisé, tous ces T3, T2, T4 qui n'ont pas grand sens enfin arrêter tout ce qui est standard. Il faut monter, il faut densifier, il faut monter en strates mais je crois qu'il faut garder des liens entre les îlots. Ce serait bien de rendre au sol un peu de perméabilité de nouveau et de lui redonner vie parce que le goudron, à part prendre toute l'eau et dégager de la chaleur et la garder, ça n'apporte pas grand-chose.

Antoine Servel :

Pour revenir à l'exigence citoyenne, c'est un peu le serpent qui se mord la queue. Comment on peut demander à des citoyens d'être exigeants sur l'architecture alors qu'on leur sert du surgelé depuis un sacré bout de temps. Et c'est pour ça que l'on se restreint à dire que ce bâtiment est beau, on n'a jamais eu l'occasion de vivre dans un bâtiment ou d'un coup il y a une lumière qui vient nous caresser le visage et on se dit, elle est agréable cette lumière et c'est là que l'on vient créer une exigence. Elle se cultive cette exigence, en pratiquant des bâtiments. C'est notre but offrir de la qualité dans les espaces. Or c'est normal que les gens n'aient plus d'exigence : on les forme à rentrer dans ce système, dans le moule et avancer dans la machine de la mondialisation. Ce n'est pas en faisant un algorithme avec des paramètres, mais c'est en offrant plus de qualité, que les gens auront plus d'exigence et c'est là que certaines choses vont changer.

Ernesto Vazquez :

Ce que tu proposerais ce serait de détruire la machine ?

Antoine Servel :

Il va falloir dévier la machine, elle est en train d'avancer tout droit, comment on fait pour changer les pneus de la machine ? Enlever le gros godet qui est à l'avant et en faire un réceptacle plus doux, changer les formes, les adapter et d'un coup les gens auront une autre vision ? Il faut proposer une meilleure alternative, je m'imagine un gosse dans 30 ans qui dirait : « moi j'ai grandi dans un quartier où il n'y avait pas de voiture, on allait jouer au foot en bas de la rue, personne ne nous embêtait, il y avait les commerces, je faisais les courses pour ma mère. » Et là il se retrouve dans notre ville, il va être stressé de voir ces rues qui ne servent qu'à faire avancer les voitures, ça va être effrayant pour lui. Et il n'aura pas besoin de quelqu'un pour lui dire comment il doit vivre, car il va s'en rendre compte tout seul.

Laure Délivré :

En vous écoutant j'ai essayé de réfléchir à ce double chaos celui qui aurait existé à 30 ans et aujourd'hui en 2053, et aujourd'hui quel serait mon rêve. En fait ce qui serait important c'est l'identité culturelle, c'est le commun. J'aimerais bien qu'en 2053, ce qui prenne le plus de place ce soit l'espace commun, le lieu commun, le salon, le patio marocain, le patio de Grenade en Espagne, en Inde et nous aussi dans nos villages et nos villes, qu'il y ait des lieux communs soit un espace public, soit à l'échelle d'un collectif. Je fais le rêve que poétiquement, en 2053, ce qui soit important dans la reconstruction de la ville ce soit l'espace commun.

Emmanuel Duchange :

Je ne sais pas pourquoi mais depuis 40 ans, on a du mal à construire cet espace public. Dans les quartiers dont on parle, souvent le plus gros problème c'est l'espace public. On arrive à faire des espaces innovants mais souvent ça bloque dans l'espace public. On oublie qu'il y a une exigence, l'usager le public c'est l'utilisateur final c'est le juge de paix. Il ne participe pas à la conception, il ne fait pas partie de la fameuse pièce de théâtre, en revanche c'est lui qui décide s'il aime ou s'il n'aime pas, s'il habite ou pas s'il respecte ou pas. La ville n'est pas faite par des urbanistes, des architectes, des constructeurs et promoteurs. Elle est faite par des habitants et ils vont hacker le système, l'algorithme l'urbanisme et le PLU. Comment ? Ils vont le faire avec un restaurant, une extension de terrasse, un mec qui va jouer de la musique etc. Et cette simple réappropriation de son trottoir de son identité de son espace public c'est une forme d'hacking et une forme de chaos. Il y a un très grand architecte, Rem Koolhaas qui dit « la ville naît du chaos », notamment de cette couche qui n'est pas planifiée qui n'est pas la planification urbaine qui n'est pas faite par les professionnels de la profession, mais qui est faite par les usagers, la culture les artistes les commerçants etc.

Mathieu Roziers :

Aujourd'hui, l'inattendu finalement est-ce que ce n'est pas ça la création ?

Matthieu Poitevin :

Il faut être radical parce que la liberté ne se donne pas, elle se prend ! Trois exemples : Bruxelles, aujourd'hui a décidé de façon unilatérale que le centre était piéton, basta. A Barcelone, ils ont décidé sur des principaux boulevards que c'était sanctuarisé pour les piétons. Et en plus c'est un endroit carrément interdit à la circulation parce que c'est un parc pour préserver la biodiversité ! La capacité et l'intelligence humaine, c'est qu'on est capable de s'adapter à peu près à toutes les situations.

Mon exemple suivant est dystopique : imaginons qu'en 2053, un pouvoir politique piétonnise le marché du Prado trois jours par semaine, tu mets des ânes des manèges ce que tu veux mais c'est piétonnisé. Je te garantis que ça fonctionne, tu as des gens qui viennent, des vieilles qui viennent acheter des fleurs, des gens qui tchatchent. Le jour où tu auras des élus qui penseront à autre chose qu'à leur élection, c'est-à-dire à changer et à s'adapter au monde dans lequel il est, ça se passera autrement. J'ai un autre exemple, un dernier, à Marseille, c'est la seule ville en France où tu peux aller en voiture jusqu'à l'hyper centre. Du coup cet hyper centre, c'est forcément le nombril métropolitain. Tu as un intérêt qui est nécessairement un intérêt général, un intérêt global qui va bien au-delà de l'intérêt particulier et à force de cette démocratie participative qui fait que l'intérêt particulier prend le pas sur l'intérêt général, tu passes à côté de la réalité qui fait que chez nous à Marseille, l'hyper centre marseillais est le nombril d'une métropole qui est unique en France. Et ça personne ne le conçoit alors que c'est une chance inouïe. L'intérêt général doit toujours prendre le pas sur l'intérêt particulier. C'est l'inverse de la démocratie participative. La démocratie participative c'est l'inverse de la démocratie tout court. C'est le truc le plus conservateur qui puisse exister !

C'est marrant parce que ce qui fait la beauté des villes, à Marseille en particulier, ça fait toutes les cartes postales, ce n'est pas les fronts de rue, c'est l'arrière, les arrières cours c'est le bordel, tu vois toute la vie transparente et tu vois toute la vie des gens. Toutes les pergolas, les tropéziennes, les piscines illicites etc... c'est un bordel sans nom, le chaos qui crée une vie. C'est de l'énergie qui sort de la vie simplement, et de cet accident cet imprévu, naissent des sources, des pépites dans lesquelles on devrait pouvoir puiser et desquelles s'inspirer pour imaginer la ville à venir.





© Matthieu Poitevin

« LE DÉSORDRE DE NOTRE MONDE EST SA MATIÈRE, À L'ISSUE DES VILLES MODERNES, LUISANTES DE NÉON ET DE FORMICA, DANS LES QUARTIERS SUBURBAINS OU LES ARRIÈRE-COURS, CE QUE PERSONNE NE VOIT JAMAIS AVEC LES YEUX DE L'ART, LES POUTRELLES TORDUES, LES MACHINES ROUILLÉES, LES DÉCHETS, LES BOÎTES DE CONSERVES, DES FILINS D'ACIER, TOUT CE BIDONVILLE DE NOTRE VIE SANS QUI NOUS NE POURRIONS VIVRE, MAIS QUE NOUS NOUS ARRANGEONS POUR NE PAS VOIR. ET DE CELA COMME DE L'ACCIDENT ET DU MEURTRE IL FAIT LA BEAUTÉ. L'ORDRE DE CE QUI NE PEUT EN AVOIR, PAR DÉFINITION. »

Louis Aragon

Qu'est ce que l'art, Jean-Luc Godard ?

ATELIER N°2

EUPHORIQUE

7 sept. 2023
 Théâtre Gymnase-
 Bernardines, Marseille

Les participants :
Christine Dalnoky
Nicolas Détrie
Billy Guidoni

François Lamy
Mathieu Rozières
Mathieu Poitevin
Alessandra Vassallo

*Proposition 8, 9 & 10 du
 Festival de la Ville sauvage :
 Bien définir les commandes et
 créer le « permis d'inventer »
 par la commande publique
 Ce faisant « paysaniser
 l'architecte »*

Mathieu Poitevin :

Ces trois propositions sont issues du Festival de la ville sauvage qui a eu lieu l'année dernière dans les entrepôts Abitbol et qui préfigure une deuxième édition du festival qui s'appelle le festival de la ville. Cette année, ce sera Extrêm'City au J0 entre le 18 et le 21 octobre.

Et à l'issue de cette première édition du festival, on a sorti 18 propositions qui sont des propositions concrètes sur une façon de voir, refaire et repenser la ville. Parce que très clairement, ça ne marche plus. Il y fait trop chaud, les immeubles sont trop petits ou trop grands, les espaces extérieurs n'existent plus, le vent ne peut plus pénétrer. Les arbres sont de petits arbres qui n'arrivent même pas à pousser. Les rats poussent comme des champignons.

Or, la ville est quand même ce qui doit nous nourrir et ce qui doit nous protéger, ce qui doit créer une cohésion et surtout une sorte de dignité de ceux qui y vivent. Les hommes et les femmes qui y vivent, soit 85 % de la population aujourd'hui laissés pour compte parce qu'on n'a plus le temps.

L'idée de ce festival, c'est de se redonner du temps pour que le temps nous permette de réfléchir aux solutions qui sont les plus à même de redonner de la dignité à tous ceux qui vivent dans la ville. Parce que l'histoire nous a prouvé que dès qu'on laisse sur le carreau une petite partie de ceux qui vivent dans la ville, elle explose.

L'opportunité qui nous est donnée, c'est que ce changement climatique nous oblige à faire autrement. Mais en fait, on continue à faire comme si de rien n'était. Les promoteurs continuent à faire comme s'il fallait construire encore plus. Les politiques peuvent faire comme s'il fallait ne rien faire. Les architectes continuent à faire comme s'ils ne travaillaient pas pour le bien commun et nous, on pense que ce n'est pas possible autrement.

Mathieu Rozières :

Effectivement, le but de ces ateliers, c'est de réfléchir ensemble puisque c'est quelque chose de beaucoup trop sérieux pour le laisser simplement à un corps de métier. En fait, le principe de ces ateliers, c'est justement de réunir des gens différents. Donc on a des paysagistes, des maîtres d'ouvrage, des militants associatifs, des architectes évidemment. Et surtout, on a des gens, des vrais gens qui vivent dans la ville, qui sont des usagers de la ville. Première question : ça veut dire quoi « paysaniser l'architecte » ?





© Claudia Goletto

Nicolas Détrie :

Quand j'entends « paysaniser » l'architecture ou l'architecte, en fait, ça nous concerne tous. J'entends quelque chose de l'art, de l'artisanat. Je pense à de l'adaptation, aux difficultés, aux climats, aux saisons. Et puis à la transformation du vivant. Ça fait des années que je m'occupe de ce qui est une organisation professionnelle, associative dont le métier principal, c'est de réussir à apprendre des endroits disponibles, vides, vacants ou pas, beaucoup utilisés et de les rendre très intenses en termes de vie, d'usage, avec des fonctions sociales, culturelles, mais au final surtout de la vie, de la vitalité.

Et peut-être que la chose qu'on fait le mieux, dans une sorte d'approche paysanne, c'est de décloisonner. Rendre un peu possible, un peu plus intuitif, un peu plus organisé... Mon mot préféré en ce moment, c'est l'émergence.

Mathieu Rozières :

Tu es en train de dire finalement que le plaisir, c'est d'être simple, une espèce d'injonction. La complexité aujourd'hui fait que la ville en devient aussi difficile à vivre.

« Il faudrait que 1 % des espaces dans lequel on vit ne soient pas régis par le même code que tous les autres. »

Nicolas Détrie

Nicolas Détrie :

Vous voyez bien, on a une vraie problématique de plein de personnes qui n'ont pas assez d'argent pour se payer le coût de la vie. Et c'est d'abord le coût du logement, le coût des bureaux, le coût des espaces de travail. Il y a des gens qui gagnent de l'argent avec ça et donc on a des disparités avec une partie de la population qui a du mal à avoir un droit à l'espace.

Et pour autant, on est privé de choses à consommer parce que la clé, ça va être la capacité à consommer. Alors qu'il y a plein de choses qu'on peut produire sans que ça passe par l'argent. Si on prend 100 personnes et on les met dans une forêt. Probablement que si on vient trois jours après, on s'est un peu organisé et on reçoit les gens pour dormir et à des endroits pour manger.

Et la fonctionnalité des espaces est là aussi avec la fonctionnarisation de notre temps. Je pense que la clé, si on nous invitait à transformer les choses, c'est de reconsidérer la question des ressources. Et la principale ressource, c'est notre temps.

Je me dis que sur les 24h de notre journée il reste forcément un petit peu de temps, quelques heures par semaine, où on peut le considérer différemment. On a le temps qu'on est capable de produire collectivement sur ce qui compte, mais il faut d'abord travailler ce qui compte et il faut avoir des conditions d'exercice de ce temps positif, constructif, parce que je pense que nous tous, tout le monde, on est plus content quand on va se coucher le soir si on a vécu quelque chose qui nous a mis en lien.

Et nous, quelque part, on a une approche par lieu en se disant que ça va être compliqué de changer des relations qu'on a les uns avec les autres. Mais on peut se dire qu'il y a des endroits dont on sait que c'est normal de ne pas avoir le même type de relation qu'on a dans la vie conventionnelle. On va dire à ce moment-là c'est une première étape et peut être qu'il faudrait que 1 % des espaces dans lequel on vit ne soient pas régis par le même code que tous les autres.

Mathieu Rozières :

Christine, j'imagine que « paysaniser l'architecte », la ville comme paysage, c'est quelque chose qui doit vous parler ?

Christine Dalnoky :

Oui, on pourrait dire que la première chose à faire, ce serait de leur interdire de dessiner des arbres partout sur leurs bâtiments, et de les faire changer de point de vue. Parce que penser la ville par le paysage, c'est changer de point de vue, c'est regarder la ville par ses espaces libres, par le ciel, par l'horizon, par sa topographie et par les espaces extérieurs. On établit le contact et on voit comment le bâtiment peut rencontrer le paysage. Sachant que le gros travail du paysagiste, finalement, est assez simple c'est que l'architecture a besoin d'être à l'horizontal, que le paysage ne l'est pas et que donc il faut l'y amener doucement.

La fabrication de la ville peut être violente et brutale : les constructeurs sont toujours très forts par rapport à ça ! C'est à dire qu'on a monté des digues, on a coulé du béton, on a coulé du goudron, on a un peu écrasé tout, on a aplati, on a terrassé. On a enterré les cours d'eau.

Et maintenant le résultat, c'est que le territoire n'en peut plus et que tout d'un coup, il faut l'écologie.

Il ne s'agit pas de mettre des arbres n'importe où, n'importe comment, mais de gratter tout ce merdier pour que la ville retrouve un lien avec sa géographie et son territoire d'origine. Pour que l'eau coule, qu'on arrive à la récolter pour qu'on puisse fertiliser les sols, pour que l'air circule, pour qu'on voie le ciel.

Le temps de l'architecture c'est celui des outils, de la géométrie, des matériaux inertes ; notre temps à nous paysagistes c'est plutôt celui de la géographie qui est un temps beaucoup plus long. Donc le temps long de la géographie qui est celui des matériaux qui vivent, qui s'échappent, qui fluctuent, qui coulent.

Il y a un vrai problème c'est que le paysage actuellement, c'est beaucoup un sous-produit du béton, c'est à dire qu'on est payé par le béton. Il y a un paysage dans un projet, dans une ville, quand il y a du béton, comme une espèce de compensation écologique, parce que le bâtiment a une fonction de rapport financier, et que le paysage ne fait que coûter, même s'il est vital. Donc si on veut que la proportion s'inverse à un moment, il faut trouver une espèce d'énergie quelque part qui se décidera à financer un peu la santé de la nature, on va dire. Pour qu'on n'ait pas comme seul recours de bétonner pour pouvoir faire du paysage.

Billy Guidoni :

Sur cette question, je lisais beaucoup de littérature sur un moment d'histoire très précis, très court et très brutal, qui a voulu « paysaniser » la société urbaine et notamment les architectes. Et c'est le Kampuchéa démocratique, c'est les Khmers rouges.

Et en fait, l'idée, c'était quoi ? C'était de dire que toute la richesse du pays était dans le paysage et dans la paysannerie. A l'inverse, tout ce qui était ville était mal et représentait une perversion, notamment venue de l'extérieur.

Or, comme dit le philosophe, l'air de la ville rend libre. Et la citoyenneté, c'est bien dans la ville qu'elle s'exerce, tout comme l'architecture.

« Regarder la ville par ses espaces libres, par le ciel, par l'horizon »

Christine Dalnoky



Matthieu Poitevin :

Est-ce que l'architecte lui-même n'est pas un sous-produit du béton, à l'instar du paysage ? La mutation qui s'opère par rapport à des générations comme la mienne, c'est qu'avant, moi, j'étais maître d'oeuvre. Et donc les entreprises travaillaient pour moi. Aujourd'hui, ça n'existe plus parce que les concours publics et les appels d'offres sont faits pour les promoteurs. Soit disant parce que ça fait gagner du temps aux commanditaires, mais ça fait travailler au détriment des coûts et de l'expérimentation, puisque, par définition, l'entreprise n'est pas là pour expérimenter quoi que ce soit, mais pour gagner sa vie. Donc le temps qui est donné à l'architecture ou à l'urbaniste ou au paysagiste pour travailler sur une façon de réfléchir est infime.

La ville n'existe plus parce qu'en fait, on donne les clés à des gens qui sont là pour gagner leur vie avec un produit qui est un produit immobilier. Nous architectes, on pèse 1 % dans un bilan, toute maîtrise d'œuvre confondue. C'est absolument grotesque. Mais malgré tout, on est les seuls à être formés pour avoir une réflexion possible et plausible sur la ville aujourd'hui et la ville à venir.

Et ça veut dire aussi qu'aujourd'hui, il y a une quinzaine d'agences grand maximum qui travaillent et qui font le même produit, que ce soit à Dunkerque, à Lille, à Marseille, à Strasbourg ou à Nantes, c'est toujours la même chose. Il n'y a pas d'expérimentation possible parce qu'on n'a pas de liberté. On n'a pas du tout le temps qui nous est donné pour faire de la ville.

Est-ce que ça viendrait une seule seconde à l'esprit d'un paysan de dire "moi je vais aller cultiver des patates en Chine" sans jamais avoir mis un pied en Chine ?

Et à l'instar du paysan ou du jardinier, l'architecte est le seul qui connaît à peu près sa ville, et qui peut s'appuyer sur des connaissances qui ne sont pas les siennes, qu'elles soient techniques ou qu'elles soient paysagères. Il doit être capable de proposer une situation de construction pour que le bâtiment soit le plus adapté aux mutations absolument radicales qui sont en train de s'opérer. On ne peut pas continuer à répondre de manière tiède et molle à des situations révolutionnaires radicales que nous vivons aujourd'hui.

C'est évidemment aux politiques d'imposer ça. C'est évidemment aux politiques d'insuffler et d'imposer des temps pour que ceux qui produisent, produisent nécessairement autrement. Donc la responsabilité politique de tous, aujourd'hui, elle est fondamentale, elle est vitale, elle est viscérale. Parce que si on ne fait pas de la politique aujourd'hui pour faire de la ville et donc pour faire de la vie, on ne peut pas s'en sortir.

Mathieu Rozières :

François Lamy, quelle est votre vision à vous qui êtes donc un observateur mais aussi un acteur de la vie politique depuis quelques années, sur cette manière de fabriquer la ville en France, comment on en arrive à un consensus aussi important sur le fait de dire qu'elle devient irrespirable, qu'elle devient impossible ?

« Il n'y a pas d'expérimentation possible parce qu'on n'a pas de liberté. On n'a pas du tout le temps qui nous est donné pour faire de la ville. »

Matthieu Poitevin

© Claudia Goletto





© Claudia Goletto

« On a une déconnexion totale entre la rénovation urbaine et ce qu'on appelle les actions de cohésion sociale. »

François Lamy

Ensuite, l'autre problème c'est l'absence de vraie réflexion sur ce que doit devenir ou ce qu'est la ville : la ville au sens large, c'est à dire en opposition au monde agricole.

Et je trouve que dans ce pays, il n'y a pas assez de lieux de réflexion sur ce qu'il en est et sur comment faire pour transformer les choses.

Enfin, et je l'ai vécu en tant que ministre de la Ville : on est bien sûr dans des situations sociales extrêmement difficiles, dans les quartiers prioritaires, et comme dans tout autre quartier, ceux qui réfléchissent à la rénovation urbaine ne se posent pas la question de savoir comment vont fonctionner ensuite ces quartiers. Parfois, de temps en temps, il y a quelques soutiens au développement économique et à la création d'entreprises ou à la mobilité. Mais comment les gens vivent à l'intérieur ? Ce qui fait que, de nouveau, on a une déconnexion totale entre la rénovation urbaine et ce qu'on appelle les actions de cohésion sociale. Et tout cela se vérifie au niveau national comme au niveau local. Voilà ce qui fait que souvent maintenant, celui ou celle qui s'occupe de la rénovation urbaine n'est pas celui ou celle qui s'occupe de la cohésion sociale. Comme si on pouvait se préoccuper de faire du logement neuf ou de réhabiliter le logement sans se poser la question de la façon dont la personne qui habite va y vivre.

François Lamy :

Je l'ai vécu une première fois quand j'ai été président de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay. Au milieu de ces terres agricoles. J'ai été confronté à cela parce qu'il fallait qu'on parte d'un territoire qui était à la fois vierge, mais avec une histoire. Moi, ma préoccupation, c'était l'espace vierge. Comment, tout à coup, avec le poids de l'histoire, avec le réseau parcellaire, avec les contraintes liées à l'implantation d'établissements scientifiques, on pouvait faire de l'aménagement du territoire.

Et je vous dis ça pour vous montrer quelles ont été pour moi les contraintes. Qu'est-ce qu'il y a à faire sauter, à faire évoluer ? Voici une série de propositions concrètes :

- Simplifier les process
- Ouvrir des espaces de réflexion sur la ville
- Associer rénovation urbaine et vie dans les quartiers (cohésion des territoires) / arrêter de penser aménagement sans vie des habitants et sans les activités qui vont avec

L'objectif étant de faire de la ville autrement, notamment en se rapprochant de celles et ceux qui font le SCOT (schéma de cohérence territoriale). Le temps de la démocratie et du SCOT, il faut, après, le décliner dans sa version logement avec un programme local de l'habitat avec, dans sa version urbanisme, un programme local d'urbanisme qui va rentrer jusqu'à la parcelle. Pour établir le SCOT, on va rentrer dans le détail, terrain, par terrain. Et donc tout ça pendant dix ans. Bien entendu, entre temps la demande, le besoin des citoyens, qu'ils soient arrivés ou déjà là, a totalement changé, et il n'y a plus de possibilité d'être réactif. Voilà donc pour moi, en tant qu'élus, ce qui nous a manqué c'est moins de bureaucratie, moins de contraintes de ce type -à, une véritable simplification des process.

Mathieu Rozières :

C'est à la fois rassurant de se dire que ces réflexions existent aussi du côté politique ! Comment faire de la ville autrement puisque vous êtes vous-même confronté à plein d'obstacles ? Je voudrais juste redire l'utilité d'un moment comme celui là, l'utilité du festival qui a été créé par l'association Va jouer dehors ! : le festival de la ville qui permet de partager et célébrer les réflexions, célébrer des moments où on prend le temps de réfléchir à plusieurs avec des points de vue différents, des métiers différents, à la ville.



© Claudia Goletto

C'est une arme extrêmement puissante et je trouve qu'elle n'est pas du tout identifiée. Il faut revenir à des écosystèmes de référence, c'est plutôt ce qu'on appelle l'économie sociale et solidaire, l'entrepreneuriat social. Or ce sont souvent des personnes qui n'ont pas du tout de conscience de l'espace : il n'y a personne qui vient de l'urbanisme, du paysage, de l'architecture, alors que c'est un ingrédient très fort de transformation.

Donc voilà, on a l'équation du spatial social. Et finalement, on pourrait dire le rôle du politique ça pourrait être d'organiser, de faire travailler des architectes pour que les architectes qui construisent des nouveaux espaces nous disent qu'ils sont trop génériques, que ces espaces deviennent des outils de transport sociaux, de transformation sociale, mais en travaillant sur l'existant.

Vous avez parlé d'espace public, mais l'espace public c'est un peu trop grand, nous on aime bien la notion d'espace commun parce que l'enjeu, c'est vraiment la question des ressources. Et qu'est-ce que c'est qu'un espace commun ? Il fonctionne sur un triptyque : ressources / règles / communauté. Quand un espace devient une ressource, on en fait usage par une communauté, donc on met des règles, et se pose immédiatement la question du "vivre ensemble". Donc voilà, je pense qu'il faudrait faire en sorte que puissent exister le plus possible des endroits dont le politique accepte que les règles soient un peu différentes, en donnant confiance à ces espaces. Par exemple un espace pour 1000, et dans ce cas-là on doit être capable de permettre une émergence d'usages, une économie de règles qui vont s'organiser dans cet espace donné, avec l'espoir que ce qui se passe, dans ces petits endroits, viendra irriguer le reste du territoire.

Nicolas Détrie :

Ce qui est important c'est de mettre en place des actions qui ne vont pas tout changer d'un coup mais qui vont révéler qu'il y a des alternatives. Donc, c'est un peu la stratégie de l'interstice en misant sur le fait que les changements sont plus rapides quand ils sont culturels. Et puis le changement culturel précède le changement réglementaire.

Donc moi, je mets de l'énergie à créer la révélation que c'est possible de vivre différemment, de traiter l'architecture, l'urbanisme, le vivre ensemble de manière différente. C'est pour ça que j'aime bien avoir la possibilité de s'investir dans des endroits qui sont grands, parce que plus les endroits sont grands, plus il peut y avoir des personnes différentes, des groupes sociaux différents, des fonctions différentes.

Après la deuxième chose à dire, c'est qu'on dit ok, on est capable d'agir par petits bouts. Qu'est-ce qu'on fait ensuite de l'ensemble de ces petits bouts C'est une équation fondamentale : faire en sorte d'aller du spatial au social. Moi, j'ai découvert qu'en transformant un espace, on transforme le code social de cet espace. Donc, si on veut changer les comportements, il faut faire de l'écologie culturelle l'arme de l'architecture, du design, de l'organisation d'un espace.

Mathieu Rozières :

C'est vraiment formidable parce que c'est ce qu'on appelle le permis d'inventer et ça fait le lien avec cette deuxième partie d'atelier où l'idée, ça va être justement de vous entendre sur ce qu'on devrait changer pour arriver à ce permis d'inventer.

François Lamy :

Avec la question, entre autres, des quartiers populaires, on connaît une façon de la régler, en construisant massivement du logement, puis le répartir et fabriquer de la mixité. Or, ça ne se décide jamais culturellement. Il faut que la puissance publique s'en empare et assume le débat politique qui va naître avec les citoyens qui ont tendance à considérer que c'est plutôt leur problème. Il faut que la puissance publique assume ses responsabilités de défense de ce qu'est l'intérêt général. Sinon on sera face à la somme des intérêts particuliers, ce qui est évidemment néfaste à la démocratie.

Une fois que les politiques vont être en capacité de dire « je défends l'intérêt général et donc je mène la bataille, y compris culturelle, d'explication », oui, il y a des espaces qu'il faut laisser tels quels et d'ailleurs c'est ce qu'on fait : on laisse librement fonctionner les usages.

Alessandra Vassallo :

Il y a une tendance, partout en Europe, et dans le monde, à remplir tous les espaces publics, à les définir, à vouloir les caser, à les monétiser même. Je pense que justement, il y a partout des poches, des interventions qui peuvent être faites. On peut intervenir en laissant de petits espaces et en les traitant différemment.

Et justement, il y a des pages blanches qui sont parfois laissées dans l'espace public aux habitants, aux usagers, aux acteurs différents de la ville pour se les approprier et en faire autre chose.

A Gênes par exemple, dans le centre historique qui est très dense, une expérience a été faite de mettre une petite table avec de petites chaises et et ça a changé énormément de choses parce qu'on a vu que les gens avaient envie de s'approprier l'espace, de s'arrêter, de discuter, de rester et de partager quelque chose.

Matthieu Poitevin

La liberté, c'est une chose qui fait peur. En France, tout est interdit. C'est le seul pays d'Europe où les jardins sont fermés. Or il me semble qu'aujourd'hui il faut redonner confiance en la ville.

Je crois aussi qu'il y a des choses qui devraient être faites de manière radicale, notamment aujourd'hui, il y a une loi qui s'appelle la loi ZAN (zéro artificialisation nette) : ça veut dire qu'aujourd'hui on ne construit plus un mètre carré, il n'y a plus un mètre carré de neuf sans compensation. Je crois justement qu'une des choses qui pourrait être faite c'est d'imaginer que pendant un certain temps, on n'est plus des inventeurs, on est juste des réparateurs de ce qui existe et on doit tout mettre en place pour réparer, arranger, peaufiner, boucher.



© Claudia Goletto

« Préserver ses pages blanches laissées dans l'espace public aux habitants, aux usagers. »

Alessandra Vassallo

Je ne suis même pas un maçon parce que je suis incapable de mettre deux briques côte à côte, en revanche peut être que je suis plombier ! C'est-à-dire que je suis là pour réparer les choses, faire en sorte que ce qui a été abîmé soit réparé et réutilisé, réemployé.

Et peut-être que si l'architecte a autant de mal à se faire connaître, à se faire reconnaître, c'est qu'il a oublié de travailler pour le collectif. Or, la seule finalité de notre métier, c'est de travailler pour l'intérêt commun et pour le collectif. Si on ne le fait pas, on livre un bâtiment, et on passe à côté de l'essence même de notre métier. Je crois que la commande est faite pour transmettre quelque chose, pour prendre du plaisir et pour en donner.

On pourrait ainsi proposer un 1% pour le permis d'inventer avec une obligation de dire comment les gens sont associés et proposer de mettre en œuvre l'expérience, toujours afin de créer des espaces qui comptent, ce qui permet de monétiser la ville de manière différente (en dehors de l'argent).

On pourrait imaginer aussi que tous les permis qui sont déposés pendant dix ans, c'est pour réparer ce qui existe, la ville constituée. Et en effet travailler plus à la parcelle qu'à l'îlot. Parce que si on travaille à la parcelle, on a des voisins. Et si on a des voisins, l'altérité existe. La rue redevient le cordon ombilical ou la colonne vertébrale de la ville, ce qui permet de se rappeler que le bâtiment n'a pas vocation à être une chose magnifique ou une chose exceptionnelle, mais plutôt à accueillir, à rendre la ville hospitalière et à faire en sorte que ceux qui y vivent soient dignes.

« Imaginer que pendant un certain temps, on n'est plus des inventeurs, on est juste des réparateurs de ce qui existe. »

Matthieu Poitevin



© Claudia Goletto

François Lamy :

On reste quand même souvent persuadé que c'est mieux de vivre dans un petit lopin de terre à la campagne, entouré de verdure, que de vivre en ville. Moi, je pense l'inverse. Je pense que c'est bien parce qu'on a le lien social en ville, je pense, parce qu'effectivement c'est plus écologique, parce que c'est mieux en termes de sécurité, parce que tous ces éléments-là peuvent être résolus et réglés par la Ville. Il faut créer pour ce faire un volet culturel et un volet social au SCOT !

Christine Dalnoky :

Je crois que le paysage peut être une clé d'entrée. Parce qu'il peut nous permettre de comprendre ce qu'il faut garder absolument, ce qui est vraiment le patrimoine et aussi tout ce qui fait le bien commun. Le paysage c'est le métabolisme vivant d'une ville.

Il s'agit donc de cartographier du vivant, des choses qui justement bougent, se déplacent, se modifient. Il y a ce qu'on veut tenir et ce qui va nous échapper. Et finalement, l'espace public, ça marche aussi un peu comme ça. Mais il y a l'idée du confort et aussi du bien commun. Donner des lieux simplement justes, confortables, propres, débarrassés de tout.

Je pense que c'est une clé aussi d'entrée pour rendre la ville désirable, pour que les gens aient envie d'habiter en ville. Moi, je crois beaucoup à ça et le paysage peut le permettre.

Nicolas Détrie

On peut aussi utiliser davantage ce qui existe déjà et ce serait intéressant d'avoir une sorte d'indicateur d'usage des mètres carrés existants : par type de mètre carré, sur 24 heures d'une journée, sept journées par semaine, il est utilisé combien de temps ? Et mon expérience vécue qui me donne envie de porter ce regard-là, c'est qu'il est possible, même dans des endroits qui n'ont pas été fait pour ça, d'avoir une intensité d'usage très importante. L'usage crée de la ressource et la nécessité de règles, et la nécessité de règles crée du lien. Et c'est la clé : intensifier les usages pour mettre de la vie, ce qui permet d'augmenter le lien social.

Billy Guidoni :

En réalité, on s'en rend bien compte quand on planifie la ville ou même quand on la conceptualise, on l'imagine de manière statique. Or, quand on fait la ville et quand on est en ville, la seule chose qu'on sait, c'est qu'on ne sait pas. Ça, c'est fondamental, on sait pas. Et donc nous, dans notre pratique, on se pose la question, non pas de la ville statique, mais de la ville dynamique. Qu'est-ce que c'est que la ville dynamique ? C'est une ville à l'intérieur de laquelle les possibles sont justement possibles.

La ville d'aujourd'hui, finalement, c'est intéressant, la ville, c'est passionnant, mais ce qui est vraiment ultra intéressant, c'est la ville de demain et après-demain. Imaginez qu'on fasse des bâtiments qui soient capables de muter dans le temps et de continuer à s'adapter à des usages à n'importe quel moment. On crée vraiment une durabilité et un patrimoine. Quand on réfléchit à la vie de la ville, c'est ça la ville : c'est une structure, c'est quelque chose qui est construit, à l'intérieur duquel on déplace les choses constamment pour pouvoir continuer à y vivre. Soit on permet de le faire en prévoyant la possibilité de le faire, soit on empêche de le faire en limitant toujours plus. Je pense que parfois on a tendance à fabriquer la ville à charge en se disant "on va essayer d'éviter le pire, mais on ne va jamais permettre le meilleur".

C'est se dire à quel moment on est capable de fabriquer une ville qui se compense elle-même à n'importe quel moment. Aujourd'hui, on ne sait pas faire. Donc comment est-ce qu'on serait capable de faire ça ? Et bien fabriquer des bâtiments, réhabiliter des bâtiments, faire des bâtiments qui sont des bâtiments capables de faire une ville qui est capable à n'importe quel moment d'accepter des fonctions extrêmement différentes, c'est traiter les besoins des habitants d'aujourd'hui, mais aussi permettre ce demain. Et à mon sens, c'est ça une ville vivante. C'est une ville durable qui anticipe sur ses transformations. Et c'est vraiment passionnant de remettre l'architecte au cœur des choses.

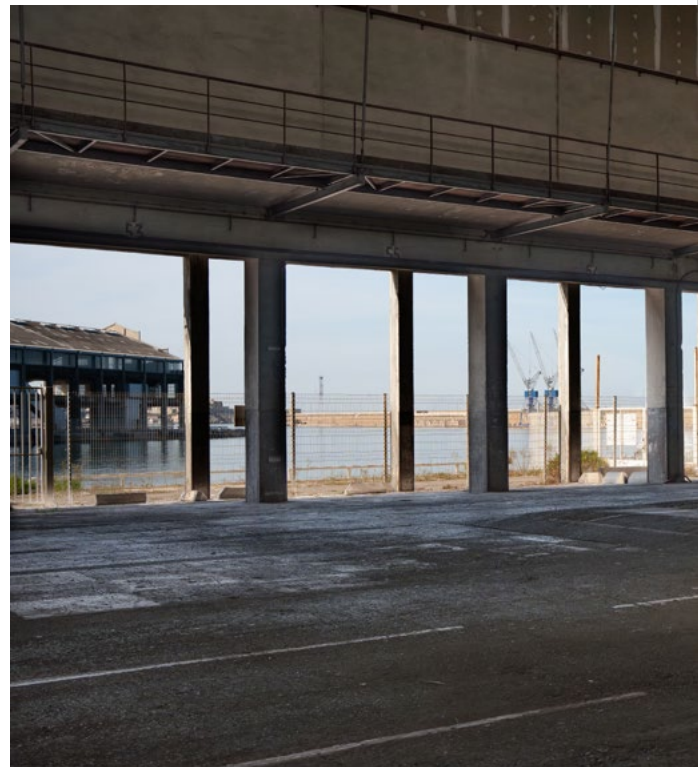
« ON AVAIT TOURNÉ LE FILM DANS LA CITÉ DES BOSQUETS, LÀ OÙ J'AI GRANDI ET PASSÉ MES PLUS BELLES ANNÉES, MAIS QUI N'EXISTE PLUS. ELLE A ÉTÉ RASÉE, ALORS QUE C'ÉTAIT UN PATRIMOINE QU'ON AURAIT PU METTRE EN VALEUR. POURQUOI LE DÉTRUIRE ? PARCE QU'IL FAIT PEUR, IL EST LE SYMBOLE ARCHITECTURAL DES CLASSES INDÉSIRABLES. ALORS QUE CES ENSEMBLES ONT AU DÉPART UNE FONCTION SOCIALE : CELLE DE RECEVOIR LES MINORITÉS VENUES DU MONDE ENTIER ET DE LEUR OFFRIR, AVEC LE SOUTIEN DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES, COMME UN SAS D'ACCULTURATION. LES HABITANTS METTENT TRENTE OU QUARANTE ANS À TISSER DES LIENS ENTRE EUX : C'EST UNE CONSCIENCE COLLECTIVE QUI ÉMERGE, CELLE DES CLASSES POPULAIRES. ET CETTE CONSCIENCE, LES POLITIQUES D'URBANISME PRÉFÈRENT LA DYNAMITER. POUR DES RAISONS DE BEAUTÉ ? MAIS NOUS, NOTRE CITÉ DES BOSQUETS, ON LA TROUVAIT MAGNIFIQUE ! LA NUIT EN ÉTÉ, ON MONTAIT SUR SES HAUTEURS, ON VOYAIT TOUTES LES LUMIÈRES, ON SE CROYAIT SUR DES VAISSEaux FLOTTANTS. »

Rabah Ameer-Zaïmeche
dans *Le Monde* à l'occasion de la sortie
de son film « Le Gang des Bois du Temple »



© Matthieu Poitevin

HANGAR





J-ZÉRO



Photos du hangar J zéro par © Claudia Goletto

EN ATTENDANT VICKY...

LA FABRIQUE DE LA VILLE

Un spectacle de Matthieu Poitevin – didascalies



Les « objets-univers » sont dans un chariot en coulisses, accessibles avant chaque scène. Les acolytes de jeu sont les minipelles.

Lever de rideau Le chef d'orchestre

8m 50, j'ai tout mesuré.

*Les rêves si tu les chasses pas, tu sais pas où tu vas
Puis s'adressant aux minipelles, qui se mettent à s'animer...
On me dit dans l'oreillette que je peux fermer ma gueule
maintenant... Ok... copy Roger... »*

L'élu

Elle est un peu en vrac, essaie de se recoiffer vite fait, vérifie ses chaussettes, s'aperçoit qu'elles sont dépareillées. Son téléphone sonne dans son sac, elle se rue dedans, elle en sort tout un tas de trucs, une couche culotte pour bébé, l'autre chaussette, des lunettes de soleil, un masque de plongée, un mètre enrouleur, elle sort son téléphone et répond mais il continue de sonner, s'aperçoit qu'elle a répondu à son baby-call, trouve enfin son téléphone, énorme et lumineux, elle parle des activités de ses enfants à sa baby-sitter.

Ton d'une sûreté absolue.

Scotchée à son téléphone portable.

A fait de l'enfilage de perle un art d'éloquence.

Tout est affaire de postures : tête penchée, air faussement concerné, etc.

Fait semblant d'écouter des personnes qu'elle ne voit même pas.

Le promoteur

Slackline entre minipelles

On le voit porter des lunettes de vue dont la correction semble très importante. Dans un mouvement brusque, il les perd : impossible de les retrouver ! Il est à la bourre, il doit y aller, il se cogne à à peu près tout sur son chemin, salue un poteau... Il apparaît enfin, en époussetant des poussières imaginaires et en poussant un soupir. Il ferme les paupières sans arrêt de manière assez frénétique. C'est un félin dans un salon de Conforama.

Le promoteur et l'élue (dans son bureau)

L'élue signe son dossier de parapheurs, elle ne voit le promoteur dans son bureau et de façon dédaigneuse l'invite à s'asseoir. Elle n'a pas de temps à perdre ! Un bout de moquette et un ficus.

L'entrepreneur

Quand il entre sur scène ses marques de vêtements clignotent. Dans une main il a un pschiitt de parfum, il s'en remet en permanence.

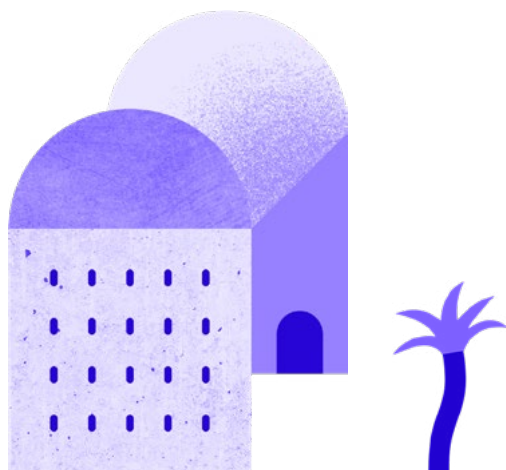
L'autre main est dans sa poche.

Il a un faible pour les frites de chez Haribo et bonbecs.

Putain il n'en peut plus : il faut qu'il trouve des frites, il court partout à leur recherche, saute, escalade. Il les voit, elles sont là-haut tout en haut, il y va, il les attrape. Ça y'est ça va mieux, il se détend.

Il porte des lunettes Ray-ban de pilote fumé.

Un trampoline est transporté par six personnes, le circassien essaie d'attraper des frites géantes.



L'architecte des bâtiments de France

Elle arrive en Mercédès suédée poussée par les minipelles. Elle a un faux lévrier en peluche.

Elle n'émet aucun son, juste des petits grésillements de temps en temps. Elle commence par déglutir, beaucoup, avec des mouvements de cou étranges. Sa langue sort un peu à chaque fois.

Puis ses poignets commencent à bouger, bientôt ses doigts s'ouvrent et ses mains se mettent à dessiner des cercles imaginaires dans l'espace comme si elle était en train d'étaler quelque chose sur... sur rien en fait. Elle s'agite, fait quelques pas en avant, puis en arrière, s'arrête, souffle, pince son menton entre son pouce et son index recourbé comme si elle réfléchissait. Attention ! Elle souffle encore cherche l'attention de son entourage mais personne ne fait attention à elle tant pis elle se lance, elle va parler...

Elle visite un bâtiment.

Pose sa main sur la paroi de brique comme pour ressentir ardemment la ferveur du travail fourni.

Elle tombe à genoux.

Depuis peu elle a troqué son porte-plume pour un téléphone portable moderne, un smartphone ça s'appelle paraît-il.

Elle regarde l'écran :

Hélera hélix !

La responsable de l'association

Elle est parano, elle aimerait être aimée. Elle parle l'arabe avec l'accent parisien.

Elle commence à s'énerver, se met à parler de plus en plus fort, au fur et à mesure des vêtements commencent à lui « pleuvoir » dessus.

« quelqu'un aurait des chips ?!

L'enseignant

Il habite un placard de l'école. Il est amoureux de ses deux poules. Il gobe des œufs à plusieurs reprises. Il porte un panier à œufs avec de la paille. Le dos de son costume est identique au revêtement du mur de son placard.

Il répète à plusieurs reprises « je te ferai dire »

Il recule, on le voit se fondre dans le décor qui aura été peint dans les exactes couleurs de ses vêtements (chemise à carreaux bleus et blancs).

Il disparaît.

L'urbaniste

Il est allongé sur un lit. Il ne se déplace qu'assis sur son fauteuil à roulettes.

De son dossier tombe l'image de Claude François en costume de scène scintillant.

Il a toujours la tête un peu dans les épaules.

Passe son temps à se caresser la barbe.

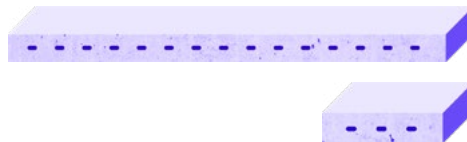
Les yeux mis clos.

Il grommelle.

Il ne s'adresse pas à n'importe qui.

Puis il enregistre sa pensée dans son téléphone.

Cherche partout tout le temps son élu, il vit dans son ombre...



L'étudiante (avec sa professeure)

Tic de langage à toutes les phrases « du coup »

L'enseignante est debout, l'étudiante assise par terre avec un sweat à capuche.

- C'est n'imp tu vois et du coup ça suffit quoi, d'ailleurs askip ça pète de partout.

Chui trop vénère.

Le membre du collectif

Chez lui il y a une grande serre. Il rentre dedans mais s'embroche les pieds. Il défonce la serre et il s'en échappe une myriade de papillons.

Il est lépidoptériste.

Il parle d'urbanisme transitoire comme d'un truc innovant pour expérimenter une ville plus douce et plus frugale, frugale c'est bien... Il est à l'avant-scène comme pour donner un sermon :

On est tous ensemble.

Unis et accueillants, la vie autrement, quoi.

Vivre le vivre ensemble mais entre nous et sur les subs d'abord et avant tout.

Militons pour le bail précaire renouvelable à vie.

5€ le demi, merci.

Adore le bricolage.

Méprise tout ce qui n'est pas lui, déteste les enfants.

Il rentre dans le bureau de l'élue

L'élue le regarde de loin, assise à son bureau continuant de signer.

- Vous êtes belle.

- Vous êtes beau

L'architecte

Ça fait un moment qu'il fait ce métier, il est un peu blasé. Dans son agence il a une terrasse. C'est pour ça qu'il l'a choisie. Il y cultive des fleurs de toutes les couleurs. Elles sont immenses. Il les arrose religieusement. On voit les fleurs gigantesques en papier crépon se relever les unes après les autres et habiter l'espace. Il se perd au milieu, il finit par en sortir. Il est debout, puis il pose ses fesses sur un tabouret de bar qui descend, descend, descend...

Le con de héros

Il frôle la soixantaine, a du mal à se lever à cause de son dos mais s'habille toujours avec son sweat à capuche comme s'il avait 35 ans.

Il a un tic, il sifflote tout le temps : depuis une semaine il a un air dans la tête (« les yeux d'Emilie » de Joe Dassin). Il aime Joe Dassin, le problème c'est que dès qu'il entend la chanson, il ne peut s'empêcher de danser frénétiquement.

Voilà, ça s'arrête, il est calmé.

Le pas est un peu lent comme s'il portait le monde sur son dos.

Ne comprend pas pourquoi la vie est devenue beaucoup plus floue lorsqu'il enlève ses lunettes.

Ne comprends pas très bien où ce monde va.

C'est tellement évident bordel !

Il parle fort, trop fort, en fait des caisses avec un débit ultra rapide.

Lui seul sait

Lui seul peut faire

Lui seul fera

Il est là pour marquer l'histoire de l'architecture

Non il est là pour marquer l'histoire tout court

T'es qui toi pour me parler comme ça ?!

Il a rendez-vous avec madame

Mais il ne peut pas y aller car ...

Il a oublié

Ça n'est pas assez bien pour lui

Il lui faut plus grand plus fort, plus unique.

Pas simple d'être prétentieux dans un monde où tout est dit plus humble plus frugal et vertueux.

Ne tient pas en place.

Se doit d'occuper l'espace.

Il est ici et puis là il est partout et nulle part.

Musique « Mon nom est personne »

Il enfle ses lunettes.

Ayé il a trouvé.

Seul contre toute la horde sauvage, seul contre tout le public.

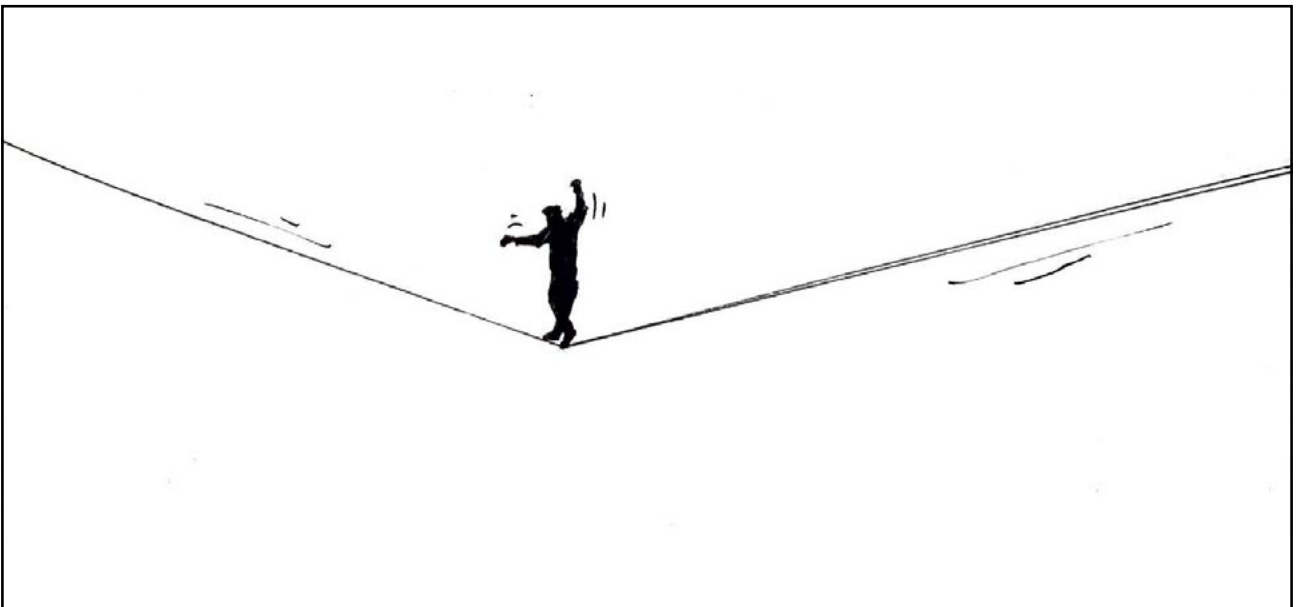
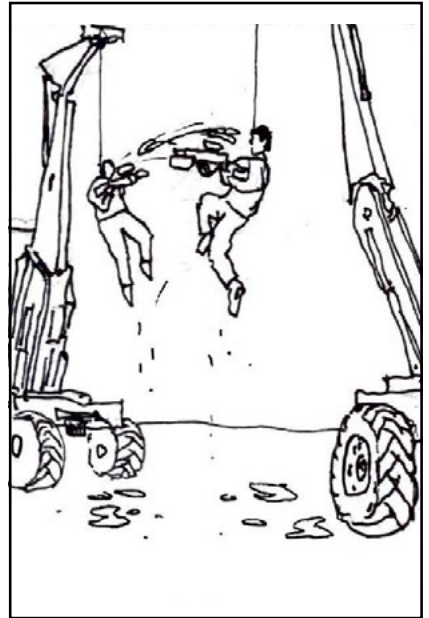
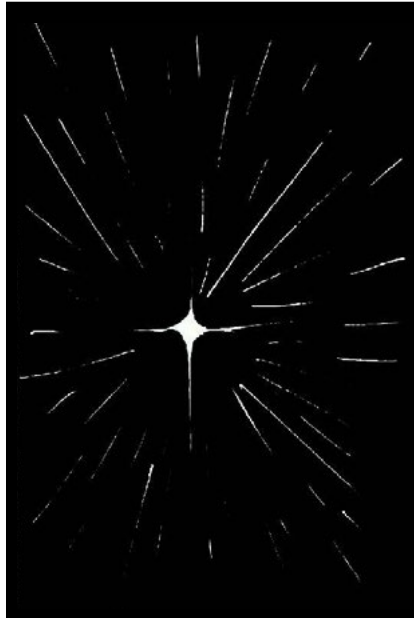
Il les butte tous sauf une, c'est celle à qui il passe le flambeau « Dépêche-toi de t'amuser » lui dit-il, « c'est ton siècle ce n'est plus le mien, je cherche quelqu'un pour faire un faux duel pour disparaître tranquille et classe. »

Il s'en suit un duel façon western à cheval sur les minipelles.

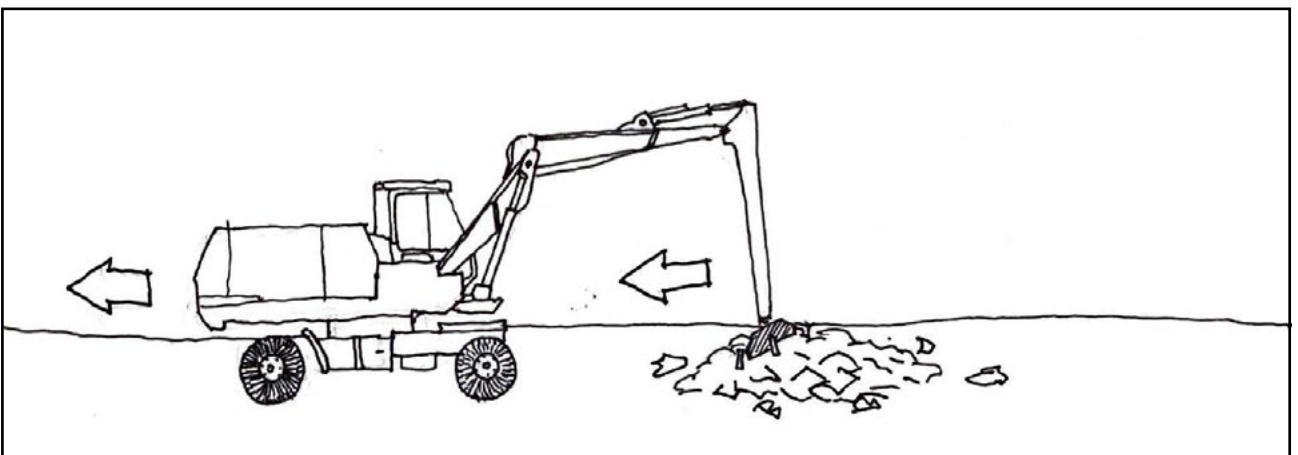
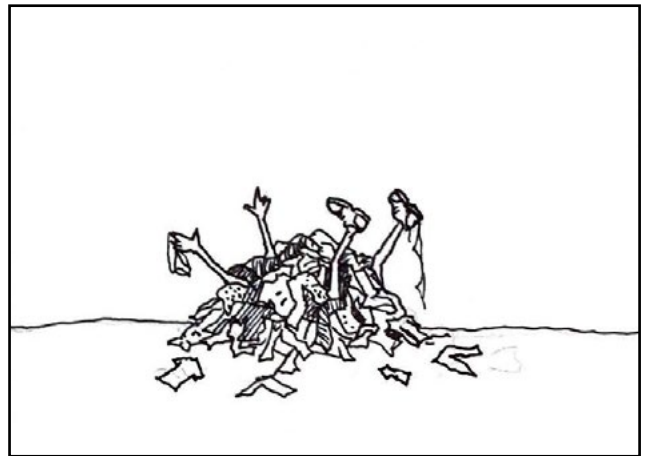
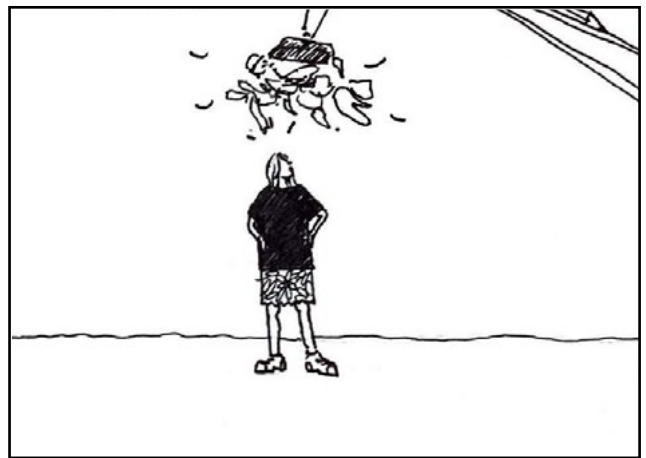
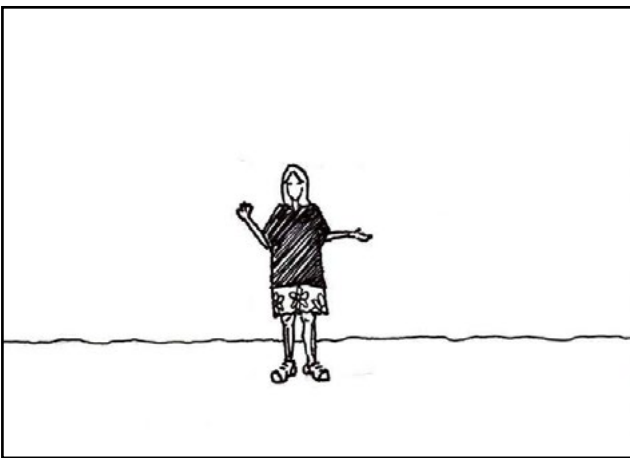
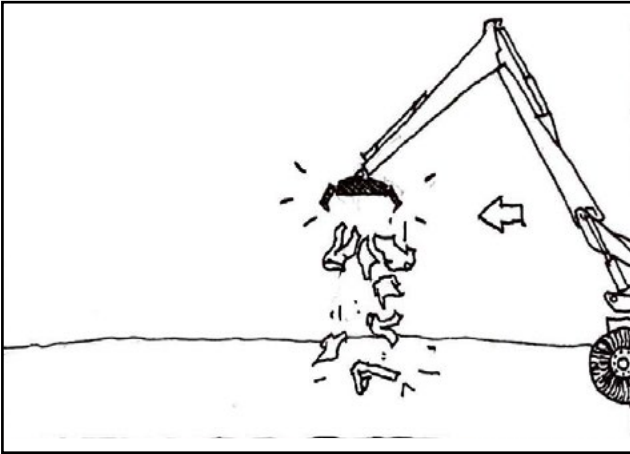
Ils disparaissent dans la nuit.

Danse des minipelles.

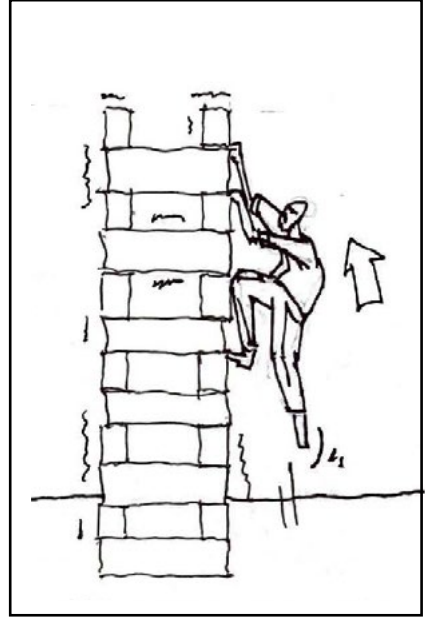
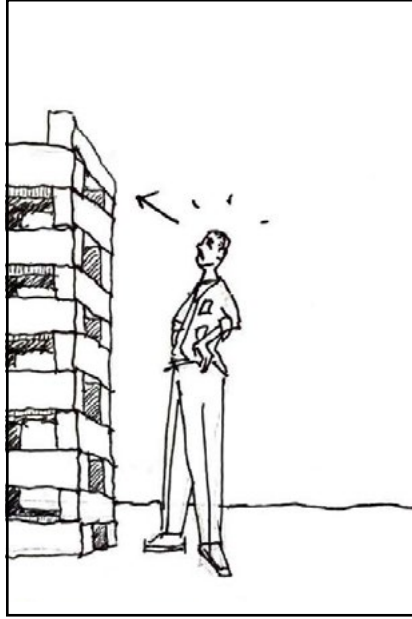
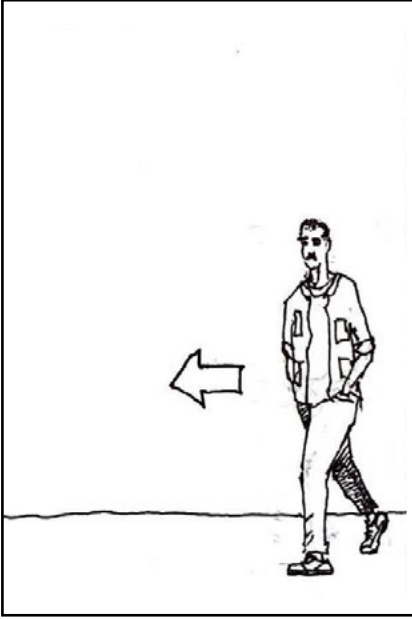
© Aurélien Couturier



© Aurélien Couturier



© Aurélien Couturier





**VA JOUER
DEHORS!**

19 — 21 octobre 2023

FESTIVAL DE LA VILLE



MARSEILLE

3 jours pour définir
les contours d'une
ville « euphorique »

Hangar J zéro
Port de Marseille Fos
4982 Quai de la Joliette

Partenaires de
l'Architecture Euphorique n°03



respect



Va jouer dehors ! est une association fondée en 2019 par Matthieu Poitevin suite à l'effondrement d'immeubles de la rue d'Aubagne fin 2018, tragédie qui marque l'urgence de repenser la ville de Marseille - et la ville en général. L'association veut permettre à la ville de se réparer et de se projeter dans un futur possible, apaisé et plus doux peut-être. Cela passe par la création d'espaces de rencontre et de réflexion collective entre les acteurs concernés par le territoire urbain : architectes, urbanistes, élus, promoteurs, écrivains, cuisiniers, artistes, philosophes, journalistes, citoyens... L'ambition de *Va jouer dehors !* est de mettre des énergies en commun, de sortir des contingences individuelles pour proposer des projets concrets, qui nous ressemblent et qui nous rassemblent.

respect pose un acte d'engagement en démontrant au fil des trimestres que nous avons toutes et tous un rôle déterminant à jouer. Entre récits intimes et révolutions collectives, **respect** est le nouveau média du Groupe SOS qui s'incarne par des visages, des mouvements, des aspirations et donne la parole à des voix uniques, singulières, universelles. Pour comprendre notre histoire, dépasser les injonctions, soutenir les luttes. En partenariat avec le Festival de la Ville Sauvage, **respect** a dédié le dossier central de son numéro 03 aux défis de l'habiter aux côtés de ceux de l'éduquer pour questionner le désir intime et collectif de dire « nous ». Entre entretiens, explorations photographiques d'Olivier Amsellem et un sondage collaboratif inédit de mots, témoignages, émotions, idées et envies pour changer nos manières de vivre la ville à travers 19 questions libres ou à choix multiples sur la vision intime de la ville, de ses espaces, de ses habitants, ses animaux, ses limites.

La Fondation Jean-Jaurès est à la fois un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de toutes celles & ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde. Mobilisant les pouvoirs publics, les politiques, les experts mais aussi les citoyens - la Fondation Jean Jaurès favorise un débat public décloisonné en faisant émerger les meilleures idées en créant des occasions de dialogue entre universitaires et responsables politiques, syndicaux, associatifs. En partenariat avec le Festival de la Ville Sauvage, la Fondation Jean Jaurès a mené une enquête inédite portée avec l'Ifop, auprès des habitants de Marseille sur la manière dont l'architecture, les politiques publiques, l'aménagement, la maison rêvée, pourraient être repensés et imaginés..

Direction de la publication :

Matthieu Poitevin, Architecte fondateur de l'agence Caractère spécial, Président de *Va Jouer Dehors !*
Claire Andries, Directrice générale
Groupe SOS Culture

Rédaction

Ont collaboré à ce numéro :

Matthieu Poitevin
Claire Andries
Aurélien Couturier
Christine Dalnoky
Laure Délivré
Nicolas Détrie
Emmanuel Duchange
Billy Guidoni
François Lamy
Matthieu Poitevin
Mathieu Rozieres
Antoine Servel
Alessandra Vassallo
Ernesto Vazquez
Charlotte Guez

Re transcription du débat
« Il faut cultiver la ville » :
Marie-Sophie Simon

Nous tenons à remercier :
Le Monde pour l'extrait
de Rabah Ameer Zaïmeche

Coordination éditoriale :

Julien Diers

Conception graphique :

Studio Fréro

Octobre 2023

Va jouer dehors !

5 place de Rome - 13006 Marseille
va-jouer-dehors.fr

